16. AOUT 1979

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique et des Réformes institutionnelles, le 1er juin 1979, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 16 juin 1970 fixant le statut du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de service des établissements scientifiques de l'Etat", a donné le 27 juin 1979 l'avis suivant :

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 1ste juni 1979 door de Minister van Openbaar Ambt en Institutionele Hervormingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juni 1970 tot vaststelling van het statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpersoneel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat", heeft de 27e juni 197 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

Le texte français du 1° de l'article 5 nouveau serait mieux rédigé comme suit :

"1° remplir les conditions d'admissibilité imposées pour l'emploi à conférer;".

Au dernier alinéa, il y a lieu d'écrire :

"... l'agent doit justifier des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer".

Article 2.

Le liminaire devrait être rédigé comme suit :

"L'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 25 août 1971 et du 22 novembre 1973, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6. ...".

+

Au 5° du paragraphe 1er de l'article 6 nouveau, il convient d'écrire :

"5° n'avoir pas atteint l'âge de 50 ans".

.../...

Au 6°, les mots "tel que fixé à l'annexe II" doivent être remplacés par les mots "à conférer selon les normes fixées par l'annexe II".

+

Au paragraphe 2, comme l'article 17 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 a été remplacé intégralement par l'arrêté royal du 1er août 1975, il suffit d'écrire : "l'article 17, § 1er, A, B, C et D,de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1975".

+

Le paragraphe 3 serait plus simplement rédigé comme suit :

"§ 3. Il est dérogé au paragraphe 1er, alinéa 1er, 5°, en faveur des candidats qui satisfont à l'une des conditions fixées à l'article 16bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937".

+

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 4 :

"§ 4. L'article 17bis de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 est applicable aux recrutements organisés en vertu du présent arrêté".

.../...

Article 3.

L'article 7 nouveau que le projet propose, permet au Secrétaire permanent au recrutement de confier tout ou partie de l'organisation des concours de recrutement au secrétaire général du ministère dont relève l'établissement scientifique pour lequel le recrutement doit avoir lieu ou au chef de cet établissement scientifique.

Cette disposition reproduit presque entièrement l'alinéa 2 de l'article 21 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Elle omet cependant "l'accord du ministre intéressé", accord auquel l'article 21, alinéa 2, subordonne le pouvoir de délégation du Secrétaire permanent. Il conviendrait de reprendre cette réserve dans le projet. Il n'est, en effet, pas au pouvoir du Secrétaire permanent de confier des missions au secrétaire général d'un département ministériel sans l'accord du ministre intéressé.

Article 4.

Le liminaire devrait être rédigé comme suit :

"L'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 août 1971, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 8. ...".

.../...

Après la référence aux grades repris au B, a), de l'annexe I de l'arrêté royal du 16 juin 1970, le projet énumère certains grades entre parenthèses. Il semble que l'intention du Gouvernement soit, par ce procédé, de limiter la portée de la disposition aux grades de recrutement prévus au B, a) de l'annexe I.

L'énumération entre parenthèses ne suffit pas à faire apparaître clairement cette intention.

Par ailleurs, il y a lieu d'écrire, dans le texte français : "au A, 1), .." et dans le texte néerlandais : "onder B, a) ..". Les mots "de l'annexe 1" doivent être remplacés par "de l'annexe I".

Article 5.

Suivant l'article 9 de l'arrêté royal du 16 juin 1970, c'est le Ministre dont relève l'établissement scientifique qui admet au stage les lauréats du concours qui viennent en ordre utile. L'article 9bis confie ce pouvoir d'admission au Secrétaire permanent au recrutement. Un tel pouvoir n'entre pas dans les missions du Secrétaire permanent telles qu'elles sont décrites à l'article 42 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937. La différence entre l'article 9 et l'article 9bis ne se justifie pas. De l'accord du fonctionnaire délégué, le pouvoir d'admission au stage doit être attribué au Ministre dont dépend l'établissement scientifique où un emploi est vacant.

.../...

Suivant les indications fournies au Conseil d'Etat, les lauréats des concours de recrutement pour les administrations de l'Etat ne seront, dans l'intention du Gouvernement, admis au stage par application de la disposition nouvelle, que s'il n'y a pas de lauréats d'un concours de recrutement pour les établissements scientifiques de l'Etat. L'article 9bis devrait donc être complété par l'alinéa qui sera proposé ci-après.

En fonction de ces observations et de quelques améliorations de forme qui n'appellent pas de commentaire, le texte suivant est proposé :

"Article 5.-

Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 9bis. Par dérogation à l'article 9, le Ministre compétent peut admettre au stage dans un emploi vacant d'un établissement scientifique de l'Etat, le lauréat d'un concours de recrutement organisé pour une autre administration de l'Etat à condition

a) que le concours de recrutement donne accès au grade qui correspond à celui de l'emploi à conférer dans l'établissement scientifique ou à un grade équivalent, c'est-à-dire à un grade classé dans le même rang que celui où est classé le grade de l'emploi vacant dans l'établissement scientifique,

b) que pour le recrutement au grade visé dans une administration de l'Etat, les conditions de qualification professionnelle soient celles requises dans l'établissement scientifique, notamment en ce qui concerne la condition de diplôme et, le cas échéant, les conditions spéciales d'aptitude professionnelle,

.../...

c) que le lauréat soit admis dans l'ordre du classement du concours de recrutement et qu'il consente à son admission au stage.

Le lauréat qui refuse un emploi dans un établissement scientifique de l'Etat conserve le bénéfice de son classement en vue de l'attribution d'un emploi dans les autres administrations de l'Etat.

Les dispositions du présent article ne peuvent pas porter préjudice aux droits des lauréats d'un concours en vue du recrutement dans un établissement scientifique de l'Etat".

Article 7.

La disposition transitoire prévue par le projet fait double emploi avec l'article 9bis nouveau qui sera inséré dans l'arrêté royal du 16 juin 1970. Cette disposition est donc superflue et doit être omise.

Il s'ensuit que la division du projet en chapitres ne se justifie pas.

ANNEXE.

Sous l'annexe I, B, a), il y a lieu d'écrire : "à un emploi équivalent dans la hiérarchie des grades", et non "de la hiérarchie des grades".

Artikel 1.

De Franse tekst onder 1° van het nieuwe artikel 5 kan beter als volgt worden geredigeerd :

"1° remplir les conditions d'admissibilité imposées pour l'emploi à conférer;".

In de Franse tekst van het laatste lid dient te worden gelezen :

"... l'agent doit justifier des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer".

Artikel 2.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 augustus 1971 en 22 november 1973, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 6. ...".

+

Onder 5° van paragraaf 1 van het nieuwe artikel 6 dient te worden gelezen :

"5° de leeftijd van 50 jaar niet bereikt hebben".

.../...

Onder 6° moeten de woorden "zoals in bijlage II is vastgesteld" worden vervangen door de woorden "volgens de regels vastgesteld in bijlage II".

+

Daar artikel 17 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 geheel vervangen is door het koninklijk besluit van 1 augustus 1975, is het voldoende in paragraaf 2 te lezen : "artikel 17, § 1, A, B, C en D van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975".

+

Paragraaf 3 kan eenvoudiger als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. Van paragraaf 1, eerste lid, 5°, wordt afgeweken ten gunste van gegadigden die voldoen aan een van de voorwaarden bepaald in artikel 16bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937".

+

Voor paragraaf 4 wordt de volgende redactie voorgesteld :

"§ 4. Artikel 17bis van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 is van toepassing op de krachtens dit besluit georganiseerde aanwervingen".

.../...

Artikel 3.

Krachtens het nieuwe artikel 7 dat in het ontwerp wordt voorgesteld, kan de Vaste Wervingssecretaris de organisatie van de vergelijkende wervingsexamens "geheel of gedeeltelijk toevertrouwen aan de secretaris-generaal van het ministerie waarvan de wetenschappelijke inrichting afhangt waarvoor de werving moet plaatshebben of aan het hoofd van die wetenschappelijke inrichting".

Deze bepaling neemt de inhoud van het tweede lid van artikel 21 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 nagenoeg geheel over.

Zij maakt echter geen gewag van "de instemming van de betrokken minister", welke instemming het bedoelde artikel 21, tweede lid, eist opdat de Vaste Wervingssecretaris zijn bevoegdheid kan overdragen. Dat voorbehoud zou in het ontwerp moeten worden overgenomen. Het ligt immers niet in de bevoegdheid van de Vaste Wervingssecretaris aan de secretaris-generaal van een ministerieel departement opdrachten te verlenen zonder dat de betrokken minister zijn instemming daarmee betuigt.

Artikel 4.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 augustus 1971, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 8. ...".

.../...

Na de verwijzing naar de graden die voorkomen onder B, a), somt het ontwerp een aantal graden op tussen haakjes. De Regering blijkt op die manier de draagwijdte van de bepaling te willen beperken tot de onder B, a) van bijlage I bedoelde wervingsgraden.

Met de opsomming tussen haakjes kan niet worden volstaan om die bedoeling duidelijk tot uitdrukking te brengen.

Overigens moet in de Franse tekst worden gelezen : "au A, 1), ..." en in de Nederlandse : "onder B, a) ...". De woorden "van de bijlage 1" moeten worden vervangen door "van bijlage I".

Artikel 5.

Volgens artikel 9 van het koninklijk besluit van 16 juni 1970, is het "de Minister van wie de wetenschappelijke inrichting afhangt, die de geslaagden van het vergelijkend examen die in de rangschikking een batige plaats bekomen", tot de stage toelaat. Het ontworpen artikel 9bis draagt die bevoegdheid tot toelating op aan de Vaste Wervingssecretaris. Een zodanige bevoegdheid behoort niet tot de taken van de Vaste Wervingssecretaris, zoals die omschreven zijn in artikel 42 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Het verschil tussen artikel 9 en artikel 9bis is niet verantwoord. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de bevoegdheid om de geslaagden tot de stage toe te laten, moet worden toegewezen aan de Minister onder wie de wetenschappelijke inrichting waar een betrekking vacant is, ressorteert.

.../...

Naar aan de Raad van State is verklaard, zullen de geslaagden van vergelijkende wervingsexamens voor de rijksbesturen, volgens de bedoeling van de Regering, alleen dan op grond van de nieuwe bepaling tot de stage toegelaten worden als er geen geslaagden zijn van een vergelijkend wervingsexamen voor de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat. Artikel 9bis zou derhalve moeten worden aangevuld met een alinea die hierna zal worden voorgesteld.

Overeenkomstig deze opmerkingen en met inachtneming van enkele vormverbeteringen die geen commentaar behoeven, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 5.

In hetzelfde besluit wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 9bis. In afwijking van artikel 9 kan de bevoegde Minister de geslaagde van een door een ander rijksbestuur georganiseerd vergelijkend examen tot de stage in een vacante betrekking van een wetenschappelijke inrichting van de Staat toelaten op voorwaarde

a) dat het vergelijkend wervingsexamen toegang geeft tot de graad die overeenstemt met de graad van de in de wetenschappelijke inrichting te verlenen betrekking of met een gelijkwaardige graad, dat is een graad van dezelfde rang als die waarin de graad van de in de wetenschappelijke inrichting vacante betrekking is ingedeeld,

b) dat voor de werving in bedoelde graad in een rijksbestuur dezelfde eisen inzake beroepskwalificatie als in de wetenschappelijke inrichting gelden, inzonderheid de diploma-eis en, in voorkomend geval, de bijzondere eisen inzake beroepsbekwaamheid,

.../...

c) dat de geslaagde wordt toegelaten volgens de rangschikking van het vergelijkend wervingsexamen en dat hij met zijn toelating tot de stage instemt.

De geslaagde die weigert een betrekking te aanvaarden in een wetenschappelijke inrichting van de Staat, behoudt het voordeel van zijn rangschikking met het oog op de toekenning van een betrekking in de andere rijksbesturen.

De bepalingen van dit artikel mogen geen afbreuk doen aan de rechten van de geslaagden van een vergelijkend examen voor werving in een wetenschappelijke inrichting van de Staat".

Artikel 7.

De in het ontwerp opgenomen overgangsbepaling vormt een doublure met het nieuwe artikel 9bis dat in het koninklijk besluit van 16 juni 1970 zal worden ingevoegd. Deze bepaling moet derhalve als overbodig vervallen.

Ook de indeling van het ontwerp in hoofdstukken wordt hierdoor overbodig.

Bijlage.

Onder bijlage I, B, a) dient te worden gelezen : "in een gelijkwaardige betrekking in de hiërarchie der graden" en niet "in een gelijkaardige betrekking van de hiërarchie der graden".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.